

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE PLAISANCE  
COMTÉ DE PAPINEAU

RÈGLEMENT #402-12

RÈGLEMENT DÉCRÉTANT UN TARIF LORS D'UNE INTERVENTION DESTINÉE À PRÉVENIR OU À COMBATTRE L'INCENDIE D'UN VÉHICULE

ATTENDU que toute municipalité peut prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification en vertu de l'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale ;

ATTENDU que le Gouvernement du Québec a adopté, par le décreté 1201-89, le règlement sur les conditions ou restrictions applicables à l'exercice des pouvoirs de tarification des municipalités ;

ATTENDU que le conseil municipal désire adopter un règlement pour créer le service de protection contre l'incendie est requis pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, le propriétaire est assujéti à un tarif ;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné le 5 mars 2012 ;

**Par conséquent,  
Il est proposé par M. Raymond Ménard**

QU' un règlement portant le numéro 402-12 de la Municipalité de Plaisance, intitulé : « **Règlement décrétant un tarif lors d'une intervention destinée à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule** » soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement, ce qui suit :

ARTICLE 1

Il est imposé et il doit être chargé à une personne qui n'habite pas le territoire desservi par le service de sécurité incendie de la municipalité et qui ne contribue pas au financement de ce service, un tarif tel que prescrit dans l'entente intermunicipale de service des municipalités de la MRC de Papineau à l'article et annexée au présente comme annexe « A ».


ARTICLE 2

Ce tarif est payable par le propriétaire du véhicule qui n'habite pas le territoire desservi par le service de sécurité incendie de la municipalité et qui ne contribue pas au financement de ce service, qu'il ait ou non requis le service de sécurité incendie.

ARTICLE 3

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi et abroge toute réglementation antérieure à cet effet et la tarification est rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

AVIS DE MOTION : 5 mars 2012  
ADOPTION : 2 avril 2012  
PUBLICATION : 5 avril 2012

  
Paulette Lalonde  
Maire

  
Benoît Hébert  
Directeur général/  
Secrétaire-trésorier

## ARTICLE VIII

Chaque municipalité fournir aux autres municipalités concernées une liste des endroits spécifiques où une protection spéciale doit être apportée, et leur fournira un plan d'intervention de ces endroits. Une visite de ces lieux devra être faite.

## ARTICLE IX

Chaque municipalité à l'entente s'engage à s'assurer à l'égard de ses appareils, équipements et de toutes ses responsabilités prévues aux présentes et, à ces fins, à aviser sans délai ses assureurs en leur remettant copie des présentes et à assumer toute prime ou accroissement de prime pouvant résulter de l'assurance de ses biens, appareils ou équipements ainsi que de toutes ses responsabilités tant à l'égard des tiers qu' à l'égard de ses propres officiers, employés ou mandataires.

## ARTICLE X

Chaque municipalité à l'entente assumera seule les dépenses en immobilisations qu'elle effectuera dans le domaine de la protection incendie.

## ARTICLE XI

Toute municipalité à l'entente recevant assistance d'une autre partie à l'entente s'engage à payer à cette dernière les déboursés suivants:

- a) Les frais d'utilisation de chaque véhicule et équipement d'intervention selon les tarifs suivants :

	<u>1��re heure</u> <u>ou fraction d'heure</u>	<u>heures</u> <u>additionnelles</u>
Camion ��chelle	300.00	300.00
Autopompe:	300.00	150.00
Unité d'intervention hors route	70.00	35.00
Camion de service:	50.00	25.00
Camion Citerne:	180.00	90.00
Pompe portative:	70.00	35.00

- b) Le salaire de chaque membre de la brigade : au taux horaires dans la partie à l'entente fournissant assistance.  
Chaque partie à l'entente devra informer les autres parties à l'entente des changements qu'elle apportera aux taux horaires en vigueur sur son territoire;
- c) Le coût pour le rechargement des bonbonnes d'air ainsi que la mousse liquide.

## ARTICLE XII

Toute municipalité à l'entente prêtant assistance à une autre municipalité aux fins de la présente entente ne pourra réclamer de cette dernière aucun paiement ou compensation en raison:

- a) du coût du carburant ou du lubrifiant d  j contenu dans les réservoirs de ses appareils;
- b) des franchises ainsi que des primes d'assurances couvrant les dommages susceptibles d'être causés à ses véhicules et à son équipement ainsi que les blessures dont le personnel de son service d'incendie pourrait être victime.